

CIBLE

TÉLÉVISION

Antisémitisme

Il attaque. On s'indigne. C'est donc qu'il existe ! Retour des États-Unis, Nicolas Sarkozy a immédiatement trouvé une nouvelle occasion, le 28 avril, de faire parler de lui : reprocher à la gauche d'avoir laissé monter la vague antisémite, voilà qui lui assurait à coup sûr un succès de scandale.

Las ! L'arroseur s'est trouvé très vite arrosé. Le 30 avril, un cimetière juif était profané en Alsace. Le 1^{er} mai, le ministère de l'Intérieur nous informait que le nombre d'actes antisémites avait augmenté dans notre pays au premier trimestre 2004, selon une statistique techniquement ambiguë mais qui accable politiquement Nicolas Sarkozy.

Bien entendu, les inscriptions nazies tracées sur les tombes des juifs alsaciens ont provoqué un torrent de réactions horrifiées et une surenchère dans le choix des adjectifs, sans que le sentiment d'intense malaise soit pour autant dissipé.

C'est que l'indignation des pouvoirs publics n'a de sens que s'il y a sanction exemplaire et publique des actes commis. Sinon beaucoup de citoyens demeureront convaincus que les autorités de droite et de gauche ne combattent pas l'antisémitisme mais l'exploitent avec un cynisme parfait.

Le système du mensonge

Polynésie

**Ancrage
ou largage**

p. 4

Islam

**La chair
et le sacré**

p. 6-7

Les contes de Mamère Noël

Vite ! Dépêchons-nous de contester la campagne sur le mariage des homosexuels avant que ce type de critique sociale ne devienne, après le vote d'une loi réprimant les propos homophobes, un luxe hors de prix.

Cette histoire de mariage des homosexuels, c'est beaucoup de bruit sur rien. Mais il est intéressant d'observer comment, du rien, on fait toute une histoire. Ce qui est le propre de la publicité.

Au début, on voit en effet le Vert Mamère qui tente, en vrai fils de pub, de se faire prendre à la fois pour Mamère-Loi et pour le Père Noël. Dans sa hotte, une annonce-cadeau publiée le 22 avril : le célèbre maire de Bègles déclare au peuple ébahi qu'il célébrera en juin un mariage entre homosexuels « dans les conditions et avec les obligations du Code civil ». C'est le début d'une opération exemplaire dans sa technique de mobilisation militante et de mise en condition de l'opinion publique. Avant que le vote d'une loi réprimant les propos réputés homophobes ne rende l'exercice trop coûteux, il nous paraît utile d'en exposer les étapes :

1) Esbroufe de première catégorie : dans une ambiance rendue accueillante par les mariages d'homosexuels californiens, Ma-maire de Bègles brandit le Code civil et affirme que son article 144 ne précise pas le sexe des personnes qui se marient. Officier d'état civil, donc agent de l'État lorsqu'il marie des citoyens, Noël Mamère est tenu plus que tout autre de connaître la loi. Tout particulièrement l'article 75 du même Code civil qui stipule que, lors de la cérémonie du mariage, l'officier de l'état civil « recevra de chaque partie, l'une après l'autre, la déclaration qu'elles veulent se prendre pour mari et femme ». Il n'y a donc pas matière à débat.

L'affaire ne se dégonfle pas pour autant car le Père Noël sort de sa hotte un autre argument.

2) Esbroufe de deuxième catégorie : tout en se déclarant respectueux du Code civil, le Béglais annonce son intention de le « toiletter », ce qui annonce une réforme radicale

dictée par le respect du principe d'égalité des droits dont le père Noël se déclare le farouche défenseur. La position mamériste paraît très forte. Elle masque une entourloupe : l'égalité des droits concerne des individus (droits de l'homme et du citoyen), non des « communautés ».

Des droits sont effectivement reconnus par la loi à diverses collectivités, qui réunissent des citoyens participant d'une manière ou d'une autre à la vie de la cité : associations, syndicats, partis et groupements politiques. Mais l'État ne reconnaît aucune minorité ethnique ou sexuelle, ce qui est rationnel car la couleur de la peau ou la pratique sexuelle (libre entre adultes consentants) sont des caractéristiques étrangères aux activités civiques. L'opposition entre un groupe homosexuel et un groupe hétérosexuel est une construction idéologique du communautarisme « gay » et lesbien - rien de plus. L'État (et les citoyens engagés dans l'action

politique) se doit de rester parfaitement indifférent à la vie privée des personnes et aux groupes qui se constituent selon telle ou telle forme de sexualité.

Nous ne faisons que rapporter des évidences. Noël Mamère et le parti mamériste (Jack Lang, *Libération*, des groupuscules « gays » s'exprimant sur Internet) se sont donc immédiatement efforcés de détruire ces évidences par les procédés ordinaires de la propagande :

- plaider hors cause : pour justifier en droit le mariage des homosexuels, on évoque le cas d'un jeune homme victime d'une agression homophobe dans le Pas-de-Calais. Les thèses maméristes seraient-elles invalidées si un hétérosexuel était agressé par un homosexuel ivre ?

- production et répétition à l'infini de sophismes : le refus du mariage entre homosexuel serait signe de « ringardise », d'esprit réactionnaire (Philippe de Villiers est contre...) et de retard de notre pays sur ses voisins. À ce compte, pourquoi ne pas comparer les groupes gays au parti nazi sous le prétexte que Röhm, chef de la S.A., était homosexuel ? Et pourquoi ne pas rétablir la peine de mort au motif que les États-Unis, référence des modernistes, y ont recours ?

Intimidation : le rejet des thèses maméristes est dénoncé comme une manifestation d'homophobie par ceux qui exigent une loi réprimant les propos homophobes.

Quelques dizaines de « lobbyistes » imposeront-ils la censure ?

Annette DELRANCK

royaliste 
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Les contes de Mamère Noël - p.3 : Quand Chirac balance - J'y suis, j'y gèle - p.4 : Insécurité - Ancrage ou largage - p.5 : Afrique-Sida - p.6/7 : La chair et le sacré - p.8 : Jeux de miroirs déformants - p.9 : La contradiction républicaine - p.10 : Le tao et le printemps - Justive rendue - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : Qu'avons-nous à faire ?

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Téléphone : 01.42.97.42.57

Télécopie : 01.42.96.05.53

Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (46 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Quand Chirac balance

Est-il possible de déplaire à tout le monde ? Assurément : Jacques Chirac en a fait récemment une nouvelle démonstration. Le président de la République sera-t-il le dernier à comprendre que sa démagogie et son cynisme ne lui apportent pas le moindre suffrage ?

A force d'ajouter les mensonges aux reniements, Jacques Chirac épuise la colère, décourage la critique, vide même le commentaire de toute portée. Il suffit de le voir paraître à la télévision avec son air de faux-jeton minou pour savoir qu'il va balancer les « profondes convictions » de l'avant-veille et les « assurances » données au petit matin.

Tel fut le cas lors de sa conférence de presse du 29 avril. Aussi à l'aise que devant le jury de l'ENA, le président quinquennal a traité les questions posées selon la méthode éprouvée du balancement circospect : la balance des arguments contradictoires s'équilibre afin de balancer par-dessus bord les convictions, les fidélités, les promesses.

Le président de la République est convaincu que l'entrée de la Turquie est nécessaire, mais renvoie l'affaire aux calendes... grecques. Les élections européennes sont en juin, l'adhésion turque se fera, paraît-il, dans dix ou quinze ans. Autant dire que Jacques Chirac s'en moque : il plie devant Philippe de Villiers afin que l'UMP ne perde pas trop d'électeurs. Voici à nouveau la politique étrangère de la France livrée à un calcul mineur et minable... On nous dira que, selon les sondages, une majorité de Français est hostile à l'entrée de la Turquie

et qu'il est réaliste d'en tenir compte.

Le président de la République nous rappelle qu'il y a deux voies pour approuver le futur traité européen, mais qu'il est prématuré de trancher - alors que, justement, tout le monde lui demande de se prononcer sur ce point. Comme il se défait, on peut parier qu'il souhaite éviter un référendum perdu d'avance. On nous dira que, selon les sondages, une majorité de Français est favorable à un référendum mais qu'il est réaliste de ne pas en tenir compte.

Le président de la République avait promis la poursuite de la baisse des impôts mais voici qu'il nous annonce que cette promesse est soumise à deux conditions : la cohésion sociale et la réduction des déficits publics. On peut donc parier que Jacques Chirac mènera ses partisans en bateau. Quels que soient les sondages, cela se fera au nom du réalisme qui fait que l'on découvre, dix ans après la *fracture sociale*, la « *priorité de la cohésion sociale* ».

Il va presque sans dire que Jacques Chirac n'est pas convaincu par sa propre démagogie, ni conscient du cynisme de ses reniements. Le président ne pense pas : il est tout entier dans l'instant de son acte.

Yves LANDEVENNEC

J'y suis, j'y gèle

Puisqu'on recommence toujours les mêmes bêtises, il faut toujours recommencer la même démonstration : le gel de crédits aggrave la récession économique et augmente le nombre des chômeurs.

A lors que l'opposition devrait hurler, on n'entend qu'un murmure de désapprobation. Le gel des crédits, au nom de l'orthodoxie budgétaire, la gauche connaît la technique qu'elle a souvent pratiquée. Du point de vue de l'activité économique, la réduction du déficit budgétaire en période de quasi-récession et d'augmentation du chômage aura un effet désastreux : les dépenses publiques créent de l'activité économique qui soutient ou développe la demande globale de biens et de service qui favorise les investissements productifs.

Il faudrait donc augmenter les dépenses publiques ce qui ne pose aucun problème du point de vue de la dette publique car les méthodes de financement dont dispose un pays riche sont variées et efficaces - alors qu'un particulier pauvre doit rembourser ses dettes s'il ne veut pas s'exposer à de graves ennuis.

Nicolas Sarkozy se moque de ces raisonnements keynésiens comme de sa première leçon d'ultra-libéralisme : cet homme pressé n'a pas le temps de penser et n'en éprouve pas la nécessité. Il ne s'agit pas pour lui de faire un choix judicieux, mais de démontrer son efficacité personnelle. Après avoir pénétré à Bercy avec ses gardes du corps comme sur un terrain conquis de haute lutte, le nouveau ministre de l'Économie a voulu prouver qu'il était comme toujours le meilleur. Si

ce ne peut être pour une politique constructive, que ce soit dans la paralysie et la destruction !

Au moment où le président de la République annonce un plan de cohésion sociale aussi lourd d'effets positifs que les derniers plans soviétiques, Nicolas Sarkozy décide le gel massif des crédits du ministère de... la Cohésion sociale et des réductions substantielles de dépenses en matière de logement... social. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres des inconséquences d'une conduite dictée par un homme qui, à l'Élysée, n'attache aucune importance aux conséquences de ses paroles et de ses actes. Et ce n'est pas Jean-Pierre Raffarin, écrasé par l'adversité électorale et sondagière autant que par l'influence prépondérante du maire de Bordeaux, qui pourra ramener les deux hommes à quelque prudence.

Comme le fameux colonel du *Pont de la rivière Kwai*, le toujours jeune Nicolas veut prouver au vieux chef qu'il est le meilleur dans l'opposition comme dans la collaboration. Mais le nouvel homme de Bercy est un spadassin, pas un militaire : il attend en faisant le ménage le moment où il pourra planter sa lame dans le dos de Jacques Chirac.

Je prétends quant à moi que la jeunesse et l'activisme ne font rien à l'affaire et que c'est le vieux crocodile qui aura la peau du jeune Sarko.

Sylvie FERNOY

Insécurité

Cest à n'y rien comprendre ! La tendance générale semblant à la baisse de la délinquance, je me préparais donc à reconnaître l'efficacité de Nicolas Sarkozy au ministère de l'Intérieur lorsqu'un article du *Figaro* du 29 avril m'apprend que les crimes et délits commis contre les personnes ont augmenté de 10,07 % au premier trimestre de 2004.

Il est bien entendu possible d'utiliser cette statistique pour démontrer que l'époustouflant couple formé par Nicolas et Cécilia a pratiqué pendant deux ans l'illusionnisme - en prenant soin d'oublier que la délinquance globale a baissé de 3,38 % l'année dernière.

On peut aussi se pencher sur le détail des chiffres publiés par notre confrère et observer que les atteintes aux mœurs ont augmenté de 22 % - ce qui alourdit le bilan chiffré. Mais on prendra soin de noter que les atteintes aux mœurs font l'objet de *déclarations* des victimes, qui varient en fonction des campagnes d'information menées sur le sujet. Et il faut surtout se souvenir (1) que les statistiques du ministère de l'Intérieur ne mesurent pas la délinquance mais l'*activité des services de police* réprimant la délinquance. Plus cette répression est forte, plus les « chiffres de la délinquance » augmentent.

Dans l'attente de la publication des statistiques annuelles, il serait donc prudent de retenir ses commentaires. Mais nous savons bien que, à quelques semaines des européennes, la « vérité » des chiffres sera fonction de la présentation qui en sera faite à la télévision.

Jacques BLANGY

(1) cf. *Cité*, n° 37-38 : « Statistique et démocratie » - prix franco : 7 €.

Ancrage ou largage

La Polynésie, tout le monde en rêve ; prononcez ce nom et l'imagination s'enflamme. À ce supposé paradis on associe quelques mots ou ombres mythiques : vahiné, Tuamotu, Marquises et Brel ; pour les plus cultivés, reine Pomaré ou Gauguin.

Avoir cette vision paradisiaque c'est oublier la fureur presque annuelle du climat déchaîné ou celle non moins virulente des hommes : incendie de Papeete en octobre 1958, renouvelé en 1987 alors qu'en 1995 c'est l'aéroport international qui était dévasté, à quoi s'ajoute l'insécurité qui va sans cesse croissante transformant trop souvent les routes de Tahiti en véritables coupe-gorge.

En 1842, la France impose son protectorat sur Tahiti, en 1902, les cinq archipels de l'ensemble polynésien prennent le nom d'Établissement français de l'Océanie, qui, en 1946 sera doté du statut de T.O.M. pour devenir en 1957 Polynésie française. De réforme en réforme - quatre entre 1971 et 1996 - le principe d'autonomie s'affirme. Une nouvelle étape a été franchie le 29 janvier dernier par l'adoption d'une loi organique votée par référence aux nouvelles dispositions de l'article 76 de la Constitution qui précise que certaines collectivités d'outre-mer régies par le principe de la spécialité législative peuvent accéder à l'autonomie dans la République. On assiste en fait à une accentuation de l'émancipation du territoire vis-à-vis de la métropole.

Par cette loi, la Polynésie française devient un « pays d'outre-mer » se gouvernant librement au sein de la République qui conserve ses pouvoirs régaliens. Il est doté des moyens institutionnels nécessaires à l'exercice de ses pouvoirs. Un exécutif dirigé par un Président de la Polynésie française,

assisté de ministres ; un législatif composé d'une assemblée de cinquante-sept membres élus, votant les « lois de pays ». Prennent place dans ce dispositif un Conseil économique, social et culturel ainsi qu'un Haut Conseil de la Polynésie française, sorte de Conseil d'État local.

La Polynésie voudrait-elle accéder à l'indépendance qu'à quelques adaptations près, sa Constitution, qui sur bien des points renvoie à celle de la V^e République, serait en place. Alors ultime étape avant cette indépendance ? 35 % de la population y serait favorable. Comment pourrait-on s'en étonner dès lors que les mouvements indépendantistes affectent la Corse, la Bretagne, le Pays basque, l'Alsace, la Savoie et même le « Comté » de Nice sans oublier les D.O.M. Rien n'est inéluctable cependant.

Le nouveau statut est fait pour un pays riche. Les frais de fonctionnement de cette construction, séduisante mais tout à fait démesurée, destinée aux 220 000 habitants des cinq archipels vont être pharamineux. Certes, la collectivité présente des résultats macro économiques honorables ; son PNB par habitant la classe 31^e sur 227 pays, à peu de chose près au niveau de l'Australie, alors que ses voisins les plus immédiats, Fidji et Papouasie se classent respectivement 116^e et 173^e. Or la Polynésie n'est riche que parce qu'elle est française. Sans l'aide, tout à fait naturelle, de la métropole elle serait économiquement et socialement « pauvre » aux ressour-

ces limitées. Le nouveau statut devant engendrer des dépenses hors de proportion avec le but poursuivi, cela ne semble pas avoir retenu l'attention du législateur, alors que l'expérience est là pour éclairer la suite prévisible. En 1990, la collectivité a dû faire face à une grave crise économique qui résultait, déjà, de ses trop importants frais de fonctionnement, aggravée par les « affaires » et la corruption allant, là aussi, à un train soutenu. Heureusement que la métropole était là...

A Papeete la classe politique fait les comptes. Certes les « purs » existent, ceux du *Front de Libération de la Polynésie* - représentés à l'assemblée locale, ceux qui ne veulent pas « se vendre » pour un plat de lentilles - un plat de lentilles, soit dit en passant, de plus de six milliards de francs en 2002. Il y a aussi ceux qui rêvent d'établir la dictature du prolétariat dans ces îles dites parfois « fortunées ». Mais il y a aussi ceux qui pensent que vivre une très large autonomie avec des fins de mois assurées cela vaut mieux qu'une indépendance dont il faudrait assumer toutes les conséquences - essentiellement financières. Restent enfin ceux, encore nombreux, qui estiment qu'il n'est pas déshonorant d'être Polynésien et Français.

En octobre 2003, le Ministre de l'outre-mer présentant le projet de loi organique soulignait « *Ce projet de statut marque une nouvelle étape dans les relations anciennes et confiantes qu'entretient la métropole avec la Polynésie française dans le respect de l'unité et de l'indivisibilité de la République* ».

Nous prenons acte.

Michel FONTAURELLE

Afrique - Sida

Le G8 va reconduire la bonne entente entre grands pays développés sur la lutte contre le Sida. Mais il ne s'agit pas d'être contre le fléau de même qu'on est contre le fascisme ou la faim dans le monde. Le problème n'est pas que médical, il est politique et même géopolitique.

On a accusé des pires méfaits le président sud-africain Thabo Mbeki (récemment réélu par 70 % des voix) parce qu'il aurait nié dans son pays un mal qui touche cinq millions de ses concitoyens. Il a sans doute été trop absolu dans son jugement et surtout dans les conséquences pratiques qu'il en a tirées. Mais regardons-y de plus près. Outre les facteurs propres à l'Afrique du Sud et à un système de santé déséquilibré hérité de l'apartheid, il s'est élevé contre un système de pensée qui assimile désormais Africain noir et sidaïque, « porteur de germes ». Avant qu'on ne découvre l'ampleur du problème en Chine, en Inde ou en Russie, et que l'on dédouane en Amérique du Nord et en Europe homosexuels et drogués, l'Afrique demeure le continent le plus touché. Pourquoi ? Mbeki s'est inscrit en faux contre une sorte de prédétermination ou de nécessité. « *Parce que chez l'Africain ou chez le noir en général la passion l'emporterait sur la raison ?* » a-t-il ironisé. Qu'il serait moins capable d'un comportement responsable dans tout ce qui touche à la sexualité et à la reproduction ? C'est à cette image primitive, « primate », du noir dans le monde occidental qu'il veut s'en prendre et non bien entendu à la lutte contre le Sida. Or, de fait, dans de nombreuses campagnes de lutte contre le virus, n'est-ce pas ce type de discours que l'on en-

tend de la part des organisations humanitaires américaines, souvent à relent évangélique ? Discours universel ou propre aux auditoires africains ? Discours moral ou institutionnel ?

Car dans le cas des épidémies - le Sida n'étant qu'une épidémie parmi d'autres, et il y en aura d'autres à travers le monde (SRAS) -, comme dans le cas de la famine et de la pauvreté, il ne suffit pas de tenir un discours moralisateur ou mécanique ni de faire appel à la compassion ou à la conversion. Ce sont des questions politiques au premier chef touchant à l'organisation de l'État mais aussi aux relations internationales. Pour ne s'en tenir ici qu'à ces dernières, il est clair que certains pays instrumentalisent les programmes de lutte contre le fléau, qu'il se crée une sorte de compétition, en partie bénéfique pour le receveur, mais comportant souvent des effets secondaires imprévus. Sans entrer dans la controverse sur l'accès aux rétroviraux, il faut bien voir qu'aux États-Unis un lien étroit existe entre santé, industrie pharmaceutique et industrie agroalimentaire. L'actuel coordonnateur du programme mondial sida des États-Unis était, jusqu'à sa nomination, le président de l'un des plus gros laboratoires pharmaceutiques du pays. L'aide américaine est subordonnée à l'utilisation des seuls antiviraux reconnus par l'agence américaine (à l'exclusion des génériques ou d'autres dispositifs développés en Inde ou au Brésil) et s'accompagne

aussi souvent de l'acceptation d'une aide alimentaire incluant des produits génétiquement modifiés (OGM).

Il y a encore plus : la lutte contre les épidémies - sous-entendu : susceptibles de se propager sur le territoire américain ou de se communiquer à des ressortissants américains à l'étranger (dont les militaires par exemple au Libéria ou au Congo) - fait partie intégrante de la sécurité nationale. C'est à ce titre que l'on peut y faire adhérer le public américain - au-delà de la compassion naturelle. Car il y faut bien plus : les moyens nécessaires ne peuvent être dégagés qu'au titre de la sécurité. Si ensuite vous faites le lien avec le terrorisme décliné en bio terrorisme, vous portez désormais un autre regard sur le développement des virus en Afrique.

Plus les intentions sont excellentes, plus il faut y regarder à deux fois. C'est d'autant plus délicat que la cause est plus sensible. On vous démontre. Le recours aux organisations multilatérales est une alternative encore qu'elles ne soient pas totalement imperméables aux groupes de pression et à la contagion des systèmes de pensée unique. L'Europe sociale revêt ici une portée toute particulière car elle protège l'indépendance non seulement des malades mais aussi des équipes médicales et des ONG humanitaires. Elle le fait à l'intérieur de nos frontières, mais aussi à travers les organisations internationales et les programmes de coopération. Le prestige des « French doctors » est venu de là. L'urgence est toujours présente. Elle est plus que jamais politique.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **ALBANIE** - C'est à l'occasion du 65^e anniversaire du roi Leka 1^{er}, le 5 avril dernier, que le président de la République albanaise, M. Alfred Moisiu, a attribué, à titre posthume, la décoration de l'Ordre de la Mère Thérèse à la reine Géraldine des Albanais. Cet honneur est la reconnaissance officielle de la personnalité historique de la première reine d'Albanie, décédée le 22 octobre 2002 à l'âge de quatre-vingt-sept ans. La décoration a été remise au roi Leka au cours d'une cérémonie en présence de nombreuses personnalités albanaises et de membres du corps diplomatique.

♦ **ESPAGNE** - Les préparatifs pour le mariage de Filipe, prince héritier, avec Laetitia Ortiz qui aura lieu le 22 mai prochain vont bon train. Ainsi le gouvernement espagnol a créé une commission interministérielle chargée de coordonner les préparatifs des cérémonies. Cette commission est présidée par la vice-présidente socialiste du gouvernement qui explique la création de cette commission en raison des conséquences institutionnelles de l'événement et de sa « signification historique et sociale ».

A la demande du comte de Paris, c'est le prince Jean, duc de Vendôme, qui représentera la Famille de France à ce mariage.

♦ **ROUMANIE** - Le prince Radu, époux de la princesse Margarita de Roumanie, a effectué en tant que représentant du gouvernement une visite officielle en Croatie au cours de laquelle il a été reçu par le président Stefan Mesic au palais présidentiel de Zagreb.

♦ **GRANDE BRETAGNE** - Au cours de la récente visite de la reine Élisabeth en France on a frisé de peu l'incident diplomatique. A Paris, la gare du Nord par laquelle arrivait la souveraine avait été pavée aux couleurs françaises et britanniques. Mais, sans doute inconscient, le responsable de la décoration avait trouvé plus joli, au lieu d'alterner les drapeaux, de mettre sur chaque mat, sur le toit de la gare, un pavillon britannique et un français, ce dernier au-dessus du précédent. L'ennui c'est qu'en langage maritime - et l'Angleterre est une nation de marins - cela signifie qu'un bateau en a capturé un autre et donc, dans le cas présent, que la France s'était emparée de l'Angleterre ! Heureusement la reine n'a pas levé les yeux au ciel sinon elle serait peut-être remontée illico dans le train...

♦ **YUGOSLAVIE** - A l'occasion de la journée du souvenir des victimes de l'Holocauste, le prince héritier Alexandre de Yougoslavie a reçu Isaac Asijel, grand rabbin de Serbie-Monténégro ainsi que des représentants de la communauté juive. « *Aujourd'hui alors que nous commémorons les victimes de l'Holocauste, je tiens à souligner que je suis contre toute violence et que j'appelle chacun à vivre dans le respect de l'autre. Nous devons travailler ensemble pour que nos enfants aient un avenir meilleur* » a-t-il déclaré.

Grand reporter à *Marianne*, Martine Gozlan parcourt depuis de nombreuses années les pays arabomusulmans. Nous avons accueilli avec sympathie son premier ouvrage, consacré aux relations entre l'islam et la République laïque. C'est également dans un esprit laïc que nous l'avons conviée à analyser la question de la sexualité dans la religion islamique. Il ne s'agit pas pour nous de faire par ce biais la critique d'une religion mais d'examiner les causes et les effets d'une idéologie traditionaliste qui pénètre indûment le champ politique.

■ **Royaliste :** Depuis la parution de *L'Islam et la République*, voici dix ans, les tensions ne se sont pas apaisées...

Martine Gozlan : C'est le moins qu'on puisse dire ! Depuis mon premier livre, l'intégrisme s'est répandu dans les pays européens et nous nous sommes aperçus que les musulmans étaient les premières victimes des pratiques extrémistes. A ce propos, je veux rendre hommage à Soheib Bencheikh, que vous connaissez bien...

■ **Royaliste :** C'est grâce à vous que nous l'avons rencontré !

Martine Gozlan : Je suis heureuse que nous soyons nombreux à apprécier cet homme intelligent et courageux : voici peu, en Indonésie où les intégristes sont très dangereux, il a publiquement déclaré que rien dans le Coran n'impliquait la dissimulation du visage et des cheveux des femmes.

■ **Royaliste :** Vous affirmez quant à vous que l'intégrisme islamique a détruit l'amour tel qu'il a été vécu et chanté dans la civilisation arabomusulmane...

Martine Gozlan : En effet. Cette civilisation était violemment érotique - au sens du flamboiement et de l'extase - ce que l'islamisme refuse absolument, à cause de l'obsession sexuelle haineuse qui l'anime. Cela me peine et me

met en colère. Quant à la sexualité en terre d'islam, je n'ai pas écrit seulement comme journaliste mais comme un être libre de tout engagement politique et religieux - et comme être éventuellement amoureux.

J'ai tendance à penser que la manière dont on parle de l'amour, pour le glorifier ou au contraire pour le briser, englobe tout le reste de la vie et explique autant la beauté que la folie. Vous savez qu'il n'est pas facile d'écrire sur le Coran. Si on n'est pas soi-même musulman, si on lit ce texte de manière critique, on continue à s'exposer à d'innombrables reproches et parfois à des menaces.

Comme je porte un regard religieux sur le texte sacré, certains musulmans affirment que je hais l'islam. Au contraire, j'aime la civilisation musulmane en son âge d'or - son parfum, ses jardins, ses coupes, ses poètes. Cela sans oublier la violence d'une époque que je trouve admirable mais qu'il faut se garder d'idéaliser. Mais les intégristes veulent effacer la beauté de cette civilisation, et c'est pour cela qu'ils haïssent les orientalistes occidentaux qui en furent le miroir.

Royaliste : Votre livre s'organise autour de deux pôles : l'érotisme et la mort...

Martine Gozlan : La mort ou plutôt l'assassinat. Tel était le destin promis aux femmes,

aux amants, aux artistes dans les pays que je visite depuis quinze ans : de l'Algérie à l'Iran en passant par l'Irak.

L'érotisme, c'était ce que contenaient les grands textes de la littérature profane arabomusulmane et les milliers de commentaires très « sexuels » qui avaient été donnés par les religieux musulmans. Je me suis donc demandée comment s'articulaient ces deux domaines : celui du libertinage et celui de la terreur. J'ai donc relu le Coran et les auteurs de la nouvelle recherche musulmane, dont ceux de la sociologue marocaine Fatima Mernissi.

■ **Royaliste :** Vous faites un surprenant portrait du Prophète...

Martine Gozlan : Mahomet n'est pas du tout un être désincarné : c'est un amant, un séducteur qui règne sur une cohorte de bien-aimées. Certes, dans un premier temps, le Prophète a été monogame et tout à fait fidèle à Khadidja, femme riche, lettrée, très active, qui demande elle-même Mahomet en mariage et lui assure un foyer confortable. Nous sommes à l'opposé de l'image « traditionnelle » de la femme soumise au mari ! La tradition vénère Khadidja mais ne s'attarde pas sur cette femme aimante, maternelle et excellente conseillère. Cette première épouse, mère de Fatima qui engendre la lignée dont se réclament les chiites,

est morte à l'âge de 65 ans. C'est alors que Mahomet devient le mari ou l'amant de nombreuses femmes. C'est le Coran et la Sunna, la Tradition, qui nous racontent cette vie amoureuse effervescente qui enrichit depuis des siècles l'imaginaire des musulmans. Le Prophète connaît plus d'une dizaine de femmes qui eurent des statuts divers et suscitèrent des appétits différents.

Selon la Tradition, la plus aimée fut Aïcha, « la petite rousse », épousée à l'âge de neuf ans et qui en avait dix-huit lorsque Mahomet mourut. Dans l'imaginaire musulman, c'est Aïcha qui représente la fraîcheur de la virginité, le désir absolu. Aïcha est devenu taboue, évoquer ses amours très charnelles avec le Prophète provoque le scandale comme j'ai pu le constater en Jordanie où un journaliste qui s'appuyait sur les commentaires les plus autorisés a été jeté en prison. On se souvient aussi des massacres qui eurent lieu en 2002 au Nigeria à la suite d'une allusion aux dispositions amoureuses de Mahomet dans un article consacré à l'élection de Miss Monde.

Ainsi, tout ce qui touche à la sexualité du Prophète provoque actuellement des réactions folles. Pourtant les musulmans se doivent d'imiter Mahomet, aimer tout ce qu'il a aimé. D'ailleurs, l'éminent philosophe que fut Ghazali explique dans *Le livre des bonnes mœurs en matière de mariage*

Islam

La chair et le sa

nir cré

qu'il faut se comporter comme le prophète, y compris à l'instant suprême de l'éjaculation...

■ **Royaliste : Parlez-nous de Zaynab...**

■ **Martine Gozlan :** C'est une très belle femme, qui est l'épouse du fils adoptif de Mahomet. C'est donc une femme interdite, comme Bethsabée pour le roi David. Entre le Prophète et Zaynab, il y a un coup de foudre. Alors que David éprouve une immense culpabilité, il y a dans le Coran une négociation entre le sacré et le désir qui rend la jouissance licite et la possession de Zaynab autorisée. Les décrets divins indiquent que Zaynab doit divorcer et que le droit de l'adoption en gestation n'a pas lieu d'être - ce qui fait que Mahomet n'a plus de fils. Il peut donc épouser Zaynab et le Coran décrit avec force détail le repas de noces.

Cette négociation entre la chair et le sacré a disparu. Pourquoi voit-on s'étaler l'interdit ? Pourquoi est-ce que la sanction triomphe ? Pourquoi ces violences folles commises au nom de versets coraniques qui recommandent la bastonnade pour les femmes ? Il y a une contradiction avec la vie de Mahomet, avec son génie amoureux et intellectuel qui lui a permis de contourner les interdits et de concilier sa passion pour les femmes et son amour pour Dieu.

■ **Royaliste :** Quelle est selon vous la raison de cette contradiction ?

Martine Gozlan : Mahomet, qui règne magnifiquement sur le cœur des dames, a beaucoup plus de difficultés à régner sur le nouvel État de Médine. Le Prophète a besoin d'alliés. Ce sont d'abord ses compagnons d'émigration. Parmi eux, il y a un homme très puissant, combattant courageux et formidable stratège : Omar. A la différence de Mahomet, il est très frustré vis-à-vis des femmes : il commence par battre sa sœur et beaucoup de femmes se refusent à lui. Cet homme très austère estime que la femme doit être soumise à l'homme... Il est fondamental pour Omar que l'État soit beaucoup plus rigoriste sur le plan des mœurs que le mode de vie du prophète. Il va donc négocier sa conception de la société avec Mahomet, offrant son indéfectible soutien en échange du rigorisme : la claustration, le voile.

Étudiant ce point, Fatima Mernissi, croyanteoureuse de Mahomet, montre qu'il y a au début de l'histoire musulmane une fracture entre deux conceptions du monde - entre le principe d'amour et le principe de répression. C'est cette fracture qui va se maintenir et s'amplifier tout au long de l'histoire.

■ **Royaliste :** Compte tenu de cette fracture, qu'en est-il des textes profanes ?

Martine Gozlan : Le principe de volupté a gouverné la civilisation islamique dans le se-

cret des alcôves alors que le principe de répression était tantôt maté tantôt tyrannique.

Entre le IX^e et le XII^e siècle, à Bagdad, c'est l'amour qui a été honoré : les religieux, les philosophes, les émirs, les poètes rédigent des traités érotiques qui ressemblent au Kama Soutra en plus luxueux ; on flotte dans une ambiance érotique enivrante. Les femmes cherchent le plaisir de toutes les manières possibles avec la complicité des mères, comme le raconte al-Baghdadi.

La mosquée laisse faire car la société est emportée par cette ambiance amoureuse que l'on respire tout particulièrement dans les jardins de Bagdad où l'on rencontre des prostitués des deux sexes...

■ **Royaliste :** Vous évoquez les conditions politiques de cette ambiance...

Martine Gozlan : Oui. Tout cela est possible parce que, à cette époque, l'islam exulte politiquement. La puissance militaire et politique de l'islam est considérable et la fécondité de la communauté des croyants donne une grande impression de sécurité physique et biologique et engendre une sorte d'euphorie sensuelle. Il y a une corrélation entre le domaine politique et la sphère intime - du moins chez les gouvernants et les lettrés car l'âge d'or du Califat est aussi celui d'une grande misère dans le peuple.

Mais au milieu du XIII^e siècle, la chute de Bagdad et sa conquête par des hordes d'Asie centrale qui se convertiront à l'islam, aboutissent à une régression dans tous les domaines - et notamment au contrôle rigoriste des corps.

L'intégrisme apparaît dans le sillage de cet effondrement : le XIV^e siècle est dominé par la figure d'Ibn Taymiyya, maître à penser des Frères musulmans, dont les ouvrages sont massivement diffusés aujourd'hui. Ibn Taymiyya est une sorte de Savonarole hanté



■ **Mahomet n'est pas un être désincarné : c'est un amant, un séducteur qui règne sur une cohorte de bien-aimées.**

par la chute de Bagdad : il prêche le repentir, l'austérité des mœurs, les châtiments corporels, l'encadrement total du discours amoureux. Les milieux cultivés se moquaient de lui, mais la population pauvre l'adorait et sa légende nourrit l'imaginaire de l'intégrisme.

Cette correspondance entre l'intégrisme et l'impuissance politique de l'islam se vérifie des siècles plus tard lorsque les idées occidentales pénètrent les sociétés arabomusulmanes. L'impression d'être débordé, dominé par des idées et des puissances étrangères, provoque la réaction de repli rigoriste qui fait qu'on voile les femmes et qu'on bannit les corps. C'est un sentiment de fragilité qui provoque la haine du désir et qui enclenche les mécanismes de la terreur.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

Martine
Gozlan

**Le sexe
d'Allah**

prix franco 16 €

Jeux de miroirs déformants

La télévision française informe très peu, sinon sur sa propre conception de l'homme et du monde. Mais elle constitue un magnifique système de mensonge - par fabrication de la « vérité vraie », par occultation du réel inconvenant, par auto-intoxication...

Voici une remarquable enquête journalistique, de celles qui honorent la profession. Le titre de l'ouvrage publié par Hélène Risser (1) est d'ailleurs trop modeste : il ne s'agit pas seulement d'une critique de l'Audimat mais d'une déconstruction méthodique, secteur par secteur, concept par concept, vedette par vedette, de la télévision de masse.

Effectué par une collaboratrice de l'émission *Arrêt sur images*, ce travail se fait en douceur, sans références savantes ni raisonnements compliqués. Le livre d'Hélène Risser est garanti tous publics : ouvriers et techniciens curieux de voir comment ça marche, ménagères soucieuses de savoir combien ça coûte, professeurs de philosophie désireux d'apprendre à leurs élèves comment on fait l'expérience du néant pour pas un rond et sans grand danger... La classe politico-médiatique pourra quant à elle s'apercevoir que toutes les expressions dont elle se gargarise pèsent leur poids de mensonge et d'illusion.

Démocratie d'opinion ? L'examen de la manière dont s'exerce la dictature de l'Audimat concasse l'idée selon laquelle les médias reflèteraient l'opinion publique : la Télé veut simplement obtenir une rentabilité maximale en persuadant les annonceurs que ses émissions sont regardées

par un vaste public formant cible publicitaire. Surtout, Hélène Risser montre comment les promoteurs et les acheteurs de spectacles télévisés s'illusionnent : on peut savoir **qui** regarde la télévision mais pas **comment** les images sont interprétées ; on peut construire des statistiques impressionnantes mais ignorer délibérément une large fraction du public - par exemple les téléspectateurs de plus de soixante ans qui forment pourtant un marché très important.

La dictature de l'Audimat apparaît sous la forme d'un discours d'asservissement volontaire bâti sur un ensemble de préjugés fort méprisants pour le public de la télévision - y compris pour la fameuse ménagère qu'on se représente comme une abrutie absorbant, après avoir torché la marmaille, sa ration de niaiseries sentimentales.

Transparence ? Derrière le petit écran, c'est l'opacité qui règne, y compris dans le secteur public où l'on signe avec les sociétés de production extérieures des contrats mirobolants hors de tout contrôle sérieux des comptabilités. Sur toutes les chaînes, les pressions des annonceurs, des principaux actionnaires et des amis du patron aboutissent à la série consternante des censures complètes, des coupes consenties et des autocensures par lesquelles les émissions réputées insolentes (par exem-

ple *Capital* et *Culture pub* sur la Six) ont été discrètement normalisées.

Société de l'information ? C'est au contraire une entreprise de non-information qu'Hélène Risser met au jour en multipliant les citations de confrères écoeurés. A TF1, on a supprimé le bureau de New York parce que « à part la Bourse, il ne s'y passe jamais rien » et ceux de Tokyo et de Hong-Kong au motif que « l'Asie c'est loin et ça n'intéresse pas les Français ». A France 2, « pas de sujets politiques avant 20 h 25 ». Tel est le mot d'ordre qui découle d'un précepte tenu pour évident : la politique, c'est emmerdant.

Là encore, quelle cascade de mépris ! On méprise le téléspectateur qui est réputé s'abêtir devant une télévision qui méprise la vie politique et les grands événements internationaux et qui sacrifie les informations économiques et sociales sur l'autel des fausses valeurs médiatiques : prime à la « proximité », au fait divers et surtout à la météorologie. Du 3 au 6 février 2003, TF1 a consacré 28 min 20 à la météo (21 min 44 sur France 2) et 3 min 50 à la vie politique française (7 min 09 sur France 2). L'organisation des reportages est telle que le même enquêteur peut filmer un jour une porcherie bretonne et la chute de Bagdad le surlendemain : de toutes façons, on n'a pas besoin de spécia-

liste pour traiter un sujet en une minute. N'oublions pas non plus que le développement du travail précaire conduit à travailler sans prendre le moindre risque. Les journalistes ne sont pas moins méprisés que le public.

Télé-réalité ? Toutes les émissions de ce type sont en fait formatées, scénarisées et normalisées afin de produire un spectacle aussi étranger au réel que les plates fictions policières diffusées en début de soirée. Le catalogue des contraintes auxquelles les scénaristes sont soumis montre comment les chaînes définissent et formalisent des représentations correctes de la morale et de la politique.

Doit-on en conclure que nous sommes victimes d'une vaste entreprise de manipulation ?

Non. Nous sommes dans un jeu de miroirs déformants où les manipulateurs de la télévision sont manipulés par les dirigeants politiques (Jacques Chirac décrétant que l'insécurité est la préoccupation majeure des Français et déclanchant l'aberrante promotion des faits divers de l'hiver 2002) qui sont eux-mêmes abusés par ce que leurs conseillers en communication leur disent sur les effets d'une télévision qu'ils regardent à peine.

Et s'il est vrai que la Télé produit pour une part, et reproduit, l'idéologie et la mentalité dominantes (fortes pages d'Hélène Risser sur le primat de l'émotion), plus personne n'est dupe du petit écran. Grâce à d'excellents films français et américains que la télévision retransmet, grâce aux Nuls et à Jules-Edouard Moustique, nous ne croyons plus depuis belle lurette au spectacle télévisé. Mais nous continuons à observer le système du mensonge, puisqu'on ne nous donne rien d'autre à regarder.

Maria DA SILVA

❏ (1) Hélène Risser - « *L'audimat à mort* » - Seuil, 2004 - prix franco : 17 €.

➔ **Nota :** Hélène Risser sera notre invitée aux Mercredis de la NAR, le 12 mai prochain.

La contradiction républicaine

Les travaux d'historiographie politique que Pierre Rosanvallon publie depuis vingt-cinq ans ont puissamment contribué à l'intelligence de notre passé proche et de nos incertitudes actuelles. L'auteur du *Moment Guizot* s'est d'ailleurs inscrit dans une mouvance qui s'est affirmée chez nous dans le sillage de l'essai de François Furet publié en 1978 *Penser la Révolution française*. C'est, en effet, à partir de cette date que la pensée française amorce sa rupture avec une mythologie révolutionnariste et progressiste dont Jean-Paul Sartre fut le représentant le plus caractéristique, aux côtés de la cohorte communisante. Lorsqu'il y a une dizaine d'années, Tony Judt voulut réitérer le procès que Raymond Aron avait engagé dans *L'Opium des intellectuels* à l'égard de l'utopisme idéologique français, Rosanvallon ne fit remarquer combien la tâche était désormais obsolète avec ce tournant décisif, accompli, avec d'autres, par lui-même, pour retrouver notamment le champ d'investigation ouvert au dix-neuvième siècle par le libéralisme à la française.

Venu de la « seconde gauche » autogestionnaire, l'intéressé avait forcément accompli une sorte de retournement intérieur que justifiait un retour à l'histoire. Cette dernière était exclusivement délimitée par l'origine révolutionnaire française et ses conséquences dix-neuviémistes. À la suite d'un énorme labeur, on peut dire que Pierre Rosanvallon a réhabilité un siècle souvent mal aimé mais qu'il a surtout permis d'en saisir les génératrices à travers les transitions, les moments jadis méprisés ou dédaignés. Impossible désormais de parler de Guizot et de sa théorie des « capacités » comme on le faisait avant. Nous avons ainsi acquis une connaissance beaucoup plus fine et riche de notre apprentissage à la démocratie. Peut-être ferai-je un unique (et modeste) reproche à notre historien. Celui que fait d'ailleurs Ran Halevi à l'égard de François Furet. Ce dernier ayant les yeux exclusivement fixés sur la Révolution et ses développements n'avait que peu d'intérêt pour les valeurs propres à l'héritage de l'Ancien Régime. Certes, il nous avait offert une idée du dix-huitième siècle français infiniment plus positive que celle de l'historiographie classique. Mais ce qui était antérieur à 1789 appartenait à un monde révolu qu'il considérait sans grande empathie. Il en va de même pour Rosanvallon qui ne parvient jamais à cacher une sorte de révolusion à l'égard des fidélités du courant légitimiste. Au risque, peut-être, d'une certaine injustice, mais surtout d'une indifférence à l'égard de ce qu'il peut y avoir parfois de lucidité et même de modernité chez les « traditionalistes ». À fortiori lorsqu'ils participent de la nouveauté libérale, à laquelle est précisément rétif le républicanisme d'inspiration jacobine. Celui qu'il définit lui-même par son *illibéralisme*.

par Gérard Leclerc



Par exemple, lorsque dans son dernier livre, Rosanvallon mentionne Chateaubriand – c'est la seule allusion au vicomte – comme tenant d'une « nostalgie aristocratique » ne témoigne-t-il pas d'une insensibilité aux intuitions prophétiques mises en valeur par Marc Fumaroli ? De même y aurait-il une discussion à mener sur son interprétation de Tocqueville. Non que celle-ci manque de force et de précisions factuelles. Bien au contraire, on peut y acquiescer, tant elle est argumentée. Mais en gardant quand même une objection en réserve. S'il distingue justement entre le processus de *rationalisation* initié par la monarchie du processus d'un travail de *démocratisation* initié par la Révolution, est-il suffisamment attentif, aux continuités historiques, celles notamment qui avaient permis à la monarchie française de conduire des mutations impressionnantes au cours des siècles. Je sais bien que dans un autre de ses livres, il a voulu montrer comment à partir de la logique révolutionnaire démocratique la monarchie était devenue *impossible*. Mais cette impossibilité ne s'explique-t-elle pas largement par l'incompatibilité avec le modèle étroit produit par le

nouveau système, modèle qui avait le double inconvénient de dénier toute efficacité à un exécutif conçu comme dangereux (puisque de nature royale) et de brider l'existence d'une société civile incompatible avec la rigueur unitaire du modèle républicain.

Le second point fait tout entier l'objet de ce dernier livre consacré au « *modèle politique français* ». On ne peut que saluer sa puissance démonstrative et sa grande clarté. Jamais peut-être, on ne sut mettre en évidence la *généralité utopique* du projet révolutionnaire dans tous ses aspects, y compris imaginaires avec le recours à l'aspect fusionnel de la fête. Mona Ozouf avait déjà montré comment l'unité infrangible du peuple trouvait dans l'espace festif l'unique lieu d'une expression entière. La fête, dit encore Rosanvallon, « *institue une sorte de sacrement de l'unité sociale, fondant les corps et les cœurs en un ensemble* ».

La symbolique ici exprime une sorte de dogme en sa pureté farouche, car l'unité du corps social ne saurait être entamée sous peine de mettre en péril l'unité fondatrice. La phobie absolue de ce qu'on appellera corps intermédiaires découlera sur ce qui se rapporte aussi à l'universalité des lois, expression d'une volonté générale, qui, de Rousseau à la Révolution, a acquis une existence redoutable puisque l'abstraction est désormais au pouvoir.

On comprend qu'un Burke ait réagi avec la dernière énergie aux premiers mois d'une Révolution qui contredisait son pragmatisme anglais. Pierre Rosanvallon est d'avis plus radicalement que l'aporie révolutionnaire qui rend inconciliables unité et diversités se rapporte à ce que Hegel dit des contradictions de la modernité. D'un côté il y aurait la liberté politique principe de la citoyenneté, de l'autre la liberté-autonomie principe de l'émancipation de l'individu. Mais en ce cas, le système français, au contraire de l'anglais, aurait porté la logique de la citoyenneté à son extrême, en l'opposant intellectuellement et pratiquement à la décentralisation, au syndicalisme et aux associations. Sans doute l'exigence sociale trouvait-elle des accommodements avec le dogmatisme jacobin. Et il faudra bien en arriver aux lois de 1884 et 1901 pour faire droit à des revendications irrépressibles. Il n'empêche que la contradiction première est toujours à l'œuvre, avec la fragilisation d'une démocratie qui résiste mal aux pluralismes exacerbés par l'individualisme sans frein.

■ Pierre Rosanvallon - « *Le Modèle politique français - La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours* », Seuil, prix franco : 25 €.

Le tao et le printemps

Mis à part un goût prononcé pour la France, qu'il sait défendre avec une belle ardeur, on connaît d'Olivier Germain-Thomas une vive attirance pour l'Orient extrême. L'Empire du Milieu est venu s'inscrire comme une nouvelle étape à sa quête.

« **L**a Chine obscurcit, mais il y a clarté à trouver ; cherchez-la. » En se plaçant, dès l'exergue, sous le signe de Pascal Germain-Thomas signifie d'emblée à son lecteur qu'il lui épargnera la platitude et le banal, au cas où il y aurait eu doute à ce sujet. Pourtant, son récit de voyage en Chine demeure constamment sous le signe d'une aimable légèreté, comme s'il voulait nous dire : oui, je le sais bien qu'on ne traite pas l'univers chinois en 140 pages, table des matières comprise ! Il faut préciser que la Chine est pour lui une sorte d'enclave coincée entre deux monuments de son imaginaire : l'Inde et le Japon. Le périple qu'il nous raconte ici n'est d'ailleurs qu'une partie d'une randonnée plus vaste, de Bénarès à Kyoto, via la Thaïlande, le Laos et le Viêt-Nam. C'est à Lang Son, à la frontière vietnamienne, qu'il démarre une longue marche, accompagnant joliment celle du printemps, jusqu'à Pékin...

En routard chevronné, il a décidé d'affronter seul, à pied, à cheval ou en voiture, un empire aux signes superbement obscurs : pas plus qu'à vous ou moi un panneau couvert d'idéogrammes, pour artistiques qu'ils soient, ne l'aidera à comprendre la direction à suivre. La manière dont il lui faut se débrouiller dans les circonstances les plus rocambolesques n'est pas pour rien dans le charme de ce petit livre. Et les surprises ne manquent pas, comme celle de ce paysan chinois le félicitant chaleureusement pour la résistance française à l'expédition américaine en Irak...

Réglant au passage son compte aux « hurluberlurs de (sa) génération » qui avaient innocenté et auréolé « l'aventure sanglante du maoïsme », il découvre les deux visages du confucianisme : celui que la bureaucratie céleste a peu à peu figé en préceptes stériles et l'autre, le vrai, le Confucius maître de liberté, toujours intimement présent au cœur de l'âme chinoise.

Ceux qui se font une grande idée de la Chine sont facilement déçus par les Chinois d'aujourd'hui. « Ce peuple a-t-il perdu le sens du sacré ? » se demande Olivier Germain-Thomas en observant la foule médiocre qui déambule devant la falaise des mille Bouddhas à Guilin. Mais il reste fasciné par la rencontre plus que bimillénaire entre Bouddha et le Tao. On peut avoir de fortes raisons de ne pas admettre la sorte de « relativisme » spirituel que lui inspire l'île de Putuoshan, le Mont Athos chinois, mais on le suivra sans hésiter sur la fécondité du dialogue nécessaire entre les grandes civilisations.

Jean Grenier lui avait enseigné le *non agir d'après le Tao*, François Cheng a contribué à lui entretenir le sens d'une langue écrite dont les symboles tendent sans cesse l'arc reliant le rêve et la réalité. Comme d'autres cultivent l'ironie pour cacher leur désespoir, Germain-Thomas, confronté à la Chine de toujours, joue de l'humour et d'un allant plein de gaieté pour questionner notre destin.

Christian THERVAINE

▢ Olivier Germain-Thomas - « *La traversée de la Chine à la vitesse du printemps* », Le Rocher, prix franco : 14 €. »

Justice rendue

Certaines légendes et réputations historiques ont la vie particulièrement dure. L'un des personnages les moins épargnés des ragoteurs, Philippe de Bourbon, duc d'Orléans a laissé l'image d'une sorte d'efféminé, aux trois quarts imbécile et tout juste bon à vivre dans l'ombre du Roi-Soleil.

Etre à la fois frère de Louis XIV, père du Régent, mari d'Henriette d'Angleterre puis de la Palatine, a bien de quoi ne vous faire jouer aux yeux de l'Histoire qu'un simple rôle de comparse ou de faire-valoir.

L'individu mérite pourtant mieux que ce que l'on en a fait généralement. Avec sa manie des raccourcis, l'Histoire a maltraité ce personnage haut en couleurs auquel le livre de Christian Bouyer, sérieux, étayé et concis, apporte bonne et solide réhabilitation.

Second fils de Louis XIII et d'Anne d'Autriche, Philippe n'était donc pas destiné à régner, à moins que son aîné ne mourut sans enfants. Le fâcheux exemple donné tout au courant de sa vie par Gaston, frère de Louis XIII, être stupide, veule et débauché, a coûté fort cher au jeune prince ; éducation délaissée, flatterie éhontée de ses pires penchants, tout a été fait pour garantir qu'il ne put jamais constituer, à l'instar de son oncle, une menace sérieuse pour la Couronne. On exagéra chez lui le pan féminin de l'éducation. Cela en fit un esthète, grand collectionneur, érudit et cultivé. Marié à la belle et volcanique Henriette d'Angleterre, il dut accepter la cour assidue et éhontée que son frère fit à la jeune femme. Celle-ci morte, on l'accusa bien vite de l'avoir,

par vengeance, promptement dépêchée. Remarié à Charlotte-Élisabeth de Bavière, princesse Palatine, il forma avec cette femme intelligente et spirituelle un couple des mieux assortis, dont le fruit sera le futur Régent.

Pour pleutre qu'on ait voulu le faire, le duc d'Orléans ne manquait ni de bravoure ni de sens militaire, sa glorieuse conduite à la bataille de Cassel l'a, pour son malheur, amplement démontré. En effet, pour grand roi qu'on le croit, Louis XIV n'en était pas moins un esprit assez étroit, jaloux de tous ceux, dans sa famille proche ou lointaine, qui pouvaient être susceptibles de porter ombrage à la fabrication de sa gloire. Philippe ne fut jamais ni remercié, ni récompensé pour ses talents militaires, bien le rebours, un frère envieux le privant définitivement de tout commandement dans une période où il aurait été pourtant si utile à son pays. De cette vie d'avaries, de vexations multiples et de camouflés divers, le duc d'Orléans se retira jeune encore en 1701, laissant un excellent souvenir à ceux qui l'auront connu et faisant couler sur le visage de son auguste frère quelques-unes des rares larmes que l'on n'y vit jamais.

Pascal BEAUCHER

▢ Christian Bouyer - « *Le duc d'Orléans, frère de Louis XIV* » Éd. Pygmalion, prix franco : 22 €.

Souscription

Plaie d'argent peut être mortelle...

Avec la cinquième liste de souscripteurs que nous publions ci-dessous, la moitié de l'objectif fixé est atteint. Mais il ne faut pas se cacher que le plus dur reste à faire : les réponses les plus rapides sont souvent les plus généreuses et elles proviennent des plus motivés de nos amis. Il faut maintenant que tous nos autres lecteurs aient à cœur de participer à l'effort collectif. L'enjeu est de taille puisque c'est l'**existence même de votre journal** sous sa forme actuelle qui est en cause. Il reste 7 000 euros à rassembler avant les vacances, c'est à la fois peu et beaucoup. Peu au regard des sommes immenses gaspillées dans des entreprises vaines comme les prochaines élections européennes mais beaucoup si l'on songe à la modicité des revenus de beaucoup de nos lecteurs. Mais j'ai confiance : jamais votre générosité ne nous a manqué...

Yvan AUMONT

5^e liste de souscripteurs

David Arnaud 50 € - Raoul Audebert 70 € - Jacques Bionnet 20 € - Laurent Pelvey de Boissieu 20 € - Gérard Bonhomme 20 € - Didier Bourdelin 20 € - François Callais 40 € - Jean-Loup Commo 50 € - Philippe Dechartre 300 € - Christian Dedet 50 € - François Denoël 100 € - Jean-Louis Dhome 20 € - Jean-Paul Dollé 80 € - Philippe Dubois 20 € - Philippe Favre 75 € - Philippe Fermon 150 € - Claude Ferrand-Blazer 50 € - Georges de Fourcauld 10 € - André Galliere 30 € - Gérard Génini 20 € - Luc de Goustine 100 € - Robert Griffiths 20 € - Fabrice Hugot 165 € - Patrick Isambert 100 € - Alain Jouffroy 20 € - Roger Juin-Rimbert 5 € - Philippe Lallement 20 € - Didier Le Roué 30 € - Jacques Leflaive 100 € - J.-François et M.-T. Lespès 30 € - Christian Libens 5 € - Christian Mory 100 € - François-Xavier Noir 30 € - Michel Pincon et Monique Pincon Charlot 50 € - Stéphane Retzmanick 50 € - Jacqueline de Roux 40 € - Jacques Solé 20 € - Jean-Marie de Trémeuge de la Roussière 100 € - Désiré Wursten 20 €.

Total de cette liste : 2200,00 €

Total précédent : 5091,50 €

Total général : 7291,50 €

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 12 mai : On croit tout savoir sur les effets pervers de la dictature de l'Audimat. Hélène RISSER démontre que nous ne voyons que l'écume des choses. Journaliste, cette collaboratrice de l'émission *Arrêt sur images* a mené une enquête approfondie sur « Les coulisses de la télévision ». Domestication des journalistes ? Manipulation de l'information ? Fabrication de la « télé-réalité » ? Montants des contrats des animateurs-producteurs ? Propagande politique ? Prescriptions des annonceurs ? Préjugés des dirigeants du secteur privé ? Résignation de ceux du secteur public ? Sur ces questions, parmi bien d'autres analysées dans un livre passionnant (*L'Audimat à mort*) notre invitée explique que la logique actuelle du système médiatique détruit radicalement les belles légendes de la « société de l'information » et d'une « démocratie d'opinion » dont la télévision serait l'efficace instrument. Un excellent travail de démystification à ne pas manquer !

● Mercredi 19 mai : Pas de réunion en raison du pont de l'Ascension.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

CONGRÈS

L'ensemble des textes (rapport politique, motions adoptées, déclaration de politique générale) relatifs au 23^e Congrès de la NAR, qui s'est tenu à Paris les 27 et 28 mars dernier, a été repris dans une petite brochure qui est disponible au prix franco de 1 € (ou 2 timbres).

Avez-vous pensé à faire appel à notre service librairie pour tous vos achats de livres ?

INTERNET

La NAR vient d'ouvrir un espace internet dans lequel on retrouvera textes importants (en ce moment les textes du Congrès), annonce des réunions (Mercredis de la NAR), sommaire du dernier numéro de nos diverses publications, informations pratiques et renseignements divers concernant la Nouvelle Action royaliste. Adresse de cet "Espace NAR" : www.narinfo.fr et www.narinfo.fr/st

Ne manquez pas de signaler cette adresse à vos amis internautes et de nous indiquer les améliorations que nous pourrions apporter à ce nouvel outil.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Qu'avons-nous à faire ?

Un ami journaliste s'étonnait voici peu qu'on ne nous voit plus sur les écrans de télévision : la Nouvelle Action royaliste à tant à dire !

A ceux qui s'inquiètent de notre absence dans les grands médias, nous faisons remarquer que ce ne sont pas les royalistes qui en sont évincés (plusieurs animateurs importants de la radio et de la télévision sont de notre famille) mais la réflexion politique en tant que telle.

On veut bien de nous pour illustrer le folklore fleurdelysé, on convie les gaullistes et les communistes pour évoquer des pages d'histoire, mais la réunion de ces trois tendances (parmi d'autres) lors du colloque que l'association Attac a consacré à l'actualité du programme du Conseil national de la Résistance n'a pas retenu l'attention des directeurs de l'information télévisée.

L'indifférence et le mépris pour les projets politiques sont aggravés par l'accueil bienveillant que l'on réserve aux revendications communautaristes. Si la grande question est de savoir comment on représente sur les écrans les « minorités visibles » (autrement dit les couleurs de peau) et les groupes « gays » et lesbiens, il va sans dire que le choix de ces critères ethniques et sexuels implique l'éviction des groupements politiques réputés marginaux, des sociétés de pensées et de la plupart des auteurs d'œuvres majeures dont nous faisons ici notre miel.

Il serait temps que le Conseil supérieur de l'audiovisuel prenne conscience du caractère antirépublicain et antidémocratique de la représentation médiati-

que des « races » et des pratiques sexuelles. Ou alors il faut qu'on nous explique en quoi le fait d'être noir de peau ou homosexuel permet d'envisager d'une toute autre manière le statut de la Banque centrale européenne et le rôle du Premier ministre dans un régime de quinquennat.

Bien entendu, le président du C.S.A. ne prendra pas la peine de nous répondre.



Pourquoi ? Parce nous ne comptons pas. Et pourquoi ne comptons-nous pas ? Parce qu'on ne nous voit pas à la télévision. Et pourquoi la télévision ignore-t-elle à ce point notre existence ? Parce que nous ne pesons rien. Cercle vicieux dont nous sommes tranquillement sortis voici une quinzaine d'années, convaincus que les débats d'avenir et les combats décisifs se dérouleraient hors des écrans.

Certes, la Nouvelle Action royaliste souhaiterait participer aux combats électoraux mais les perspectives brièvement ouvertes en 2002 n'existent plus. Alors qu'elle est le seul mouvement à présenter un projet cohérent et novateur (la Confédération des États européens) la NAR ne peut ni s'allier ni

même soutenir aucune des diverses forces en présence aux élections européennes. Ni le Parti socialiste, qui conçoit la campagne comme une étape de sa reconquête du pouvoir en 2007 ; ni l'UMP, où l'on tente de sauver quelques apparences dans le reniement (sur l'adhésion de la Turquie) et par la démagogie ; ni les « souverainistes » qui, comme tous les nationalistes autoritaires, se présentent sous la forme d'un front (disloqué) du refus d'ennemis fabriqués par la pathologie de l'enfermement et l'obsession du complot.

Nous avons mieux à faire que de cultiver les peurs.

Dans le débat intellectuel, où nous sommes très à l'aise grâce à nos nombreux interlocuteurs, nous voulons donner la priorité au débat sur la question du pouvoir politique, encore trop négligée.

Dans l'action, la lutte des classes (lutte-concours, et non pas combat d'exclusion) nous paraît décisive pour préparer le retour à une politique de justice sociale et pour dépasser et effacer, par l'action syndicale de résistance et par une politisation délibérée, les tentations islamistes, les pulsions antisémites et les prurits communautaristes.

Et le royalisme dans tout cela ? Faute de la volonté explicite d'un prince français d'envisager ici et maintenant la reconstruction d'un pouvoir légitime, nous continuons d'aller prendre des leçons de politique concrète auprès des rois et des princes qui sont à la tâche en Europe et ailleurs. Chemin faisant, nous préparons la future confédération européenne, qui comprendra des États monarchiques et d'autres qui ne le seront pas, selon un double mouvement de réflexion sur les identités nationales et d'ouverture sur un monde qui ne nous est en rien étranger.

Bertrand RENOUVIN